

«Les Genevois sont attachés à leur agriculture, ils doivent le montrer»

La nouvelle directrice d'AgriGenève entend soutenir les différents modèles agricoles que compte son canton, mais surtout protéger les surfaces agricoles de la pression exercée par l'urbanisation.

Les agriculteurs et viticulteurs genevois ont de nouveau subi de lourds dommages cette année à cause des aléas climatiques – gel, intempéries, etc. Comment améliorer l'adaptabilité de l'agriculture genevoise aux défis posés par le changement climatique?

Héloïse Candolfi: La saison aura été particulièrement compliquée pour notre canton, on ne peut nier cette réalité. Se protéger des excès climatiques, qu'il s'agisse d'intempéries ou de sécheresses, est une priorité absolue. L'accès à l'eau est notamment un enjeu majeur. Des systèmes d'irrigation existent sur certaines exploitations, et des discussions sont actuellement en cours avec l'État afin d'utiliser l'eau brute – Lac Léman et nappes superficielles – et ainsi nous passer du réseau d'eau potable et traitée des SIG.

Le canton de Genève, très urbain, n'aurait-il pas intérêt à davantage soutenir et promouvoir l'agriculture biologique? J'observe que les reconversions au bio sont en hausse et que les surfaces se développent. Mais ce qui me réjouit le plus, c'est que l'opposition traditionnelle entre bio et conventionnel s'estompe, et c'est tant mieux. Le passage au bio demeure cependant un acte volontaire des exploitations, que nous ne devons en aucun cas forcer. On en demande déjà beaucoup aux producteurs, soumis à de nombreux contrôles et souffrant d'une surcharge administrative. Du côté d'AgriGenève, nous soutenons en outre le développement d'une agriculture durable, respectueuse des ressources naturelles et qui permette aux producteurs de gagner un revenu décent et de vivre de leur métier. Le bio est une piste, mais ce n'est pas la seule.

De par les spécificités de son territoire, le canton de Genève n'aurait-il pas un rôle à jouer dans l'émergence de l'agriculture urbaine et des micro-fermes?

Même si l'un de nos objectifs est de rapprocher la ville de la campagne, je considère que nos fermes urbaines font avant tout office de laboratoires et de vitrines. Je ne pense pas qu'elles constituent l'avenir de l'agriculture genevoise. Elles ne pourraient en aucun cas se substituer à la production intensive que nous possédons aujourd'hui dans le canton. Pour rappel, une tomate sur quatre consommée en Romandie vient du canton de Genève...

Le taux d'auto-alimentation genevois est pourtant parmi les plus faibles du pays, n'y aurait-il pas là une opportunité à développer les circuits courts ?

Aussi enthousiasmants que soient les projets de micro-



Héloïse Candolfi a pris la tête d'Agri Genève au printemps dernier suite au départ de François Erard. *màd*

maraîchage, ils ne peuvent malheureusement pas inverser une telle situation. À mes yeux, mieux vaut mettre de l'énergie à protéger nos surfaces d'assolement (SDA) face au lobbying exercé par les milieux immobiliers qui réclament de pouvoir négocier le quota de SDA genevois avec la Confédération. La densification de la zone urbaine et son maintien dans un périmètre circonscrit sont des chantiers de longue haleine à ne pas négliger. Et puis il s'agit également de faire diminuer le tourisme d'achat, que nous connaissons malheureusement bien par ici. On sait les Genevois attachés à leur agriculture – la preuve, ils ont voté contre les initiatives «eaux propres» et «zéro phytos» en juin 2021 afin de soutenir les producteurs car ils ont confiance en eux. Mais cela ne se traduit malheureusement pas assez dans les faits. Il n'en demeure pas moins que l'un des objectifs est de valoriser davantage au niveau local les produits du terroir genevois et d'inciter les citoyens à considérer l'alimentation non pas comme une opportunité de faire des économies, mais comme un réel moyen d'améliorer leur empreinte écologique, de soutenir la dynamique économique de leur territoire et de maintenir la diversité des paysages dans leur canton.

Interview: Claire Berbain

Âgée de 38 ans, Héloïse Candolfi est titulaire d'un master en géographie et histoire économique de l'Université de Genève. Avant de remplacer François Erard à la tête de la chambre genevoise d'agriculture, cette spécialiste du développement durable a travaillé pour la section genevoise de Pro Natura, puis en tant que directrice adjointe de l'Office cantonal de l'agriculture et de la nature.